

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Chelsea

Code géographique : 82025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), John David McFaul, atteste la véracité du rapport financier
de Chelsea pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2019-06-04

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la municipalité de Chelsea

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la municipalité de Chelsea (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 17, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Montebello,

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Permis de comptabilité publique no A114112

DATE 2019-06-04

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Redressé note 22				
Revenus				
Taxes	1	12 684 699	12 758 978	11 840 731
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 184 092	1 217 796	1 058 908
Quotes-parts	3			
Transferts	4	533 651	912 988	860 894
Services rendus	5	1 303 500	1 079 743	1 340 298
Imposition de droits	6	1 246 800	1 171 798	1 275 624
Amendes et pénalités	7	81 050	74 959	80 588
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	232 000	221 411	229 912
Autres revenus	10	59 825	146 667	286 190
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	17 325 617	17 584 340	16 973 145
Charges				
Administration générale	14	2 218 090	2 300 611	2 207 184
Sécurité publique	15	3 269 695	3 221 816	3 059 708
Transport	16	4 986 504	4 613 494	4 199 357
Hygiène du milieu	17	2 335 519	2 455 964	2 091 868
Santé et bien-être	18	43 192	26 000	
Aménagement, urbanisme et développement	19	871 561	758 869	787 680
Loisirs et culture	20	2 637 281	3 046 618	2 790 470
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 150 882	1 194 895	1 016 875
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	17 512 724	17 618 267	16 153 142
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(187 107)	(33 927)	820 003
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		23 515 038	18 610 357
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			4 084 678
Solde redressé	28		23 515 038	22 695 035
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		23 481 111	23 515 038

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 873 268	2 000 814
Débiteurs (note 5)	2	7 327 181	7 196 098
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	23 351	8 805
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 223 800	9 205 717
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 966 226	3 152 813
Revenus reportés (note 12)	12	1 268 869	91 139
Dette à long terme (note 13)	13	43 556 573	43 624 240
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	49 791 668	46 868 192
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(38 567 868)	(37 662 475)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	61 416 623	60 554 826
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	283 956	279 751
Stocks de fournitures	19	118 621	146 183
Autres actifs non financiers (note 17)	20	229 779	196 753
	21	62 048 979	61 177 513
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	23 481 111	23 515 038

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017 Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(187 107)	(33 927)	820 003
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	7 976 025 ) (	3 929 164 ) (	7 329 530)
Produit de cession	3	10 000	20 372	7 721
Amortissement	4	2 693 858	3 067 367	2 735 964
(Gain) perte sur cession	5		(20 372)	(7 721)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(5 272 167)	(861 797)	(4 593 566)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(4 205)	(951)
Variation des stocks de fournitures	9		27 562	4 179
Variation des autres actifs non financiers	10		(33 026)	68 066
	11		(9 669)	71 294
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(5 459 274)	(905 393)	(3 702 269)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(37 662 475)	(37 971 162)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			4 010 956
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(37 662 475)	(33 960 206)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(38 567 868)	(37 662 475)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
			Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(33 927)	820 003
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	3 067 367	2 735 964
Autres			
- Perte (gain) sur disposition	3	(20 372)	(7 721)
-	4		
	5	3 013 068	3 548 246
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(131 083)	1 826 847
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 813 413	(169 699)
Revenus reportés	9	1 177 730	(169 027)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(4 205)	(951)
Stocks de fournitures	12	27 562	4 179
Autres actifs non financiers	13	(33 026)	68 066
	14	5 863 459	5 107 661
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 929 164)	(7 329 529)
Produit de cession	16	20 372	7 721
	17	(3 908 792)	(7 321 808)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	3 860	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(18 406)	()
Cession	21		8 321
	22	(14 546)	8 321
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	3 033 321	6 862 143
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 067 247)	(2 744 289)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(363 349)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(33 741)	9 671
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(67 667)	3 764 176
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 872 454	1 558 350
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 000 814	442 464
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	2 000 814	442 464
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	3 873 268	2 000 814

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12, et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17.

A) Périmètre comptable et partenariats

La municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais, laquelle assume les compétences en matière d'évaluation et de police, entre autres.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations**Amortissement**

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Nb. d'année

Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 15 ans
Autres	5 à 10 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus**Constataion des revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite simplifié à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite simplifié offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

-Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables**Actifs, actifs éventuels et droits contractuels**

Le 1er janvier 2018, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels », et SP 3380, « Droits contractuels », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

L'adoption de ces nouvelles recommandations a entraîné la divulgation d'informations à l'égard des droits contractuels de la municipalité, notamment une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier. Ces informations sont décrites à la note 19 des états financiers.

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Opérations interentités », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité.

Paiements de transfert

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Antérieurement, la municipalité constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la municipalité a satisfait aux critères d'admissibilité. Voir note 22 pour les modifications.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 3 873 268	2 000 814
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 3 873 268	2 000 814
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 824 654	517 760
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 58 066	58 066
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 4 621 853	4 992 003
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 206 475	861 849
Organismes municipaux	15 113 863	158 426
<i>Autres</i>		
- Droits de mutations	16 394 494	499 611
- Autres	17 107 776	108 383
	18 7 327 181	7 196 098
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 4 098 933	4 557 053
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 4 098 933	4 557 053
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 8 048	11 516
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
<i>Autres</i>		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	23 351	8 805
Autres placements	31		
	32	23 351	8 805
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

35

36

37

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Régimes à cotisations déterminées

Autres régimes (REER et autres)

Régimes de retraite des élus municipaux

38

39

40

41

42

43

137 192

28 487

96 225

21 101

10 529

158 293

135 241

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)

Autres

44

45

46

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	2 876 197	1 075 410
Salaires et avantages sociaux	48	179 957	175 742
Dépôts et retenues de garantie	49	1 021 128	1 275 857
Provision pour contestations d'évaluation	50	300 905	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus dettes I-terme	53	297 454	250 639
- Vacances + maladies accumulées	54	190 435	231 545
- Organismes municipaux	55	4 561	76 436
- Autres	56	12 715	12 205
- Allocation départ élus	57	82 874	54 979
	58	4 966 226	3 152 813

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	154 093	13 789
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus permis lotissement	68	44 776	
- Location bail	69	45 000	46 000
- Compensation sentier / panneau	70	25 000	25 000
- Transfert	71	1 000 000	6 350
	72	1 268 869	91 139

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne		1,50	2,95	2019	2048	73	43 956 800
Obligations et billets en monnaies étrangères						74	
Gains (pertes) de change reportés						75	
						76	
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises						77	
Organismes municipaux	2,42	4,00	2019	2023		78	71 638
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,74	6,50	2019	2020		79	27 575
Autres						80	47 667
						81	44 056 013
Frais reportés liés à la dette à long terme						82	(499 440) (465 699)
						83	43 556 573
							43 624 240

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2019	84	92	3 062 100	21 252	3 097 029
2020	85	93	2 999 200	6 323	3 019 475
2021	86	94	2 725 700		2 739 948
2022	87	95	2 654 400		2 669 070
2023	88	96	2 598 900		2 613 991
2024 et +	89	97	29 916 500		29 916 500
	90	98	43 956 800	27 575	44 056 013
Intérêts et frais accessoires			107 ()	124 ()	
	91	99	43 956 800	27 575	44 056 013

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(38 567 868)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 () ()	
Autres	128 () ()	
	129	(38 567 868)
		(37 662 475)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	10 179 838	158	588 695	185		212	10 768 533
Eaux usées	131	15 046 437	159	534 737	186		213	15 581 174
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	25 108 411	160	273 379	187	(314 735)	214	25 696 525
Autres	133	2 060 751	161	88 329	188	(253 668)	215	2 402 748
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	15 777 603	163	13 924	190		217	15 791 527
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	3 682 281	165	95 306	192		219	3 777 587
Ameublement et équipement de bureau	138	690 377	166	51 393	193		220	741 770
Machinerie, outillage et équipement divers	139	1 414 901	167	129 677	194	122 548	221	1 422 030
Terrains	140	2 725 758	168		195		222	2 725 758
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>76 686 357</u>	170	<u>1 775 440</u>	197	<u>(445 855)</u>	224	<u>78 907 652</u>
Immobilisations en cours	143	<u>701 352</u>	171	<u>2 153 724</u>	198	<u>568 403</u>	225	<u>2 286 673</u>
	144	<u>77 387 709</u>	172	<u>3 929 164</u>	199	<u>122 548</u>	226	<u>81 194 325</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	323 374	173	258 477	200		227	581 851
Eaux usées	146	1 358 636	174	380 315	201		228	1 738 951
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	7 651 736	175	1 452 092	202		229	9 103 828
Autres	148	871 464	176	126 644	203		230	998 108
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	3 566 124	178	439 594	205		232	4 005 718
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	1 717 657	180	249 255	207		234	1 966 912
Ameublement et équipement de bureau	153	596 979	181	43 693	208		235	640 672
Machinerie, outillage et équipement divers	154	746 913	182	117 297	209	122 548	236	741 662
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>16 832 883</u>	184	<u>3 067 367</u>	211	<u>122 548</u>	238	<u>19 777 702</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>60 554 826</u>					239	<u>61 416 623</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	283 956	279 751
	253	283 956	279 751
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	283 956	279 751
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Dépenses payées d'avance	256	229 779	65 810
- Quote-part payée d'avance MRC	257		108 591
-	258		
Autres			
- PPU	259		22 352
-	260		
	261	229 779	196 753
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La municipalité est liée par contrat pour les services suivants:

Enlèvement de la neige:

La Municipalité a octroyé un contrat d'enlèvement de la neige en septembre 2016 pour une période de trois ans, soit de novembre 2016 à avril 2019 avec possibilité de renouvellement de 2 ans. Les coûts annuels sont de 68 400 \$, plus les taxes applicables, pour un total de 205 200 \$, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en octobre 2016 un contrat pour location de 2 camions 6 roues (5 tonnes) avec opérateurs pour le déneigement pour une période de 3 ans pour un minimum garanti de 300 heures. Les coûts sont de 225\$/hrs pour 2016-2017, 235\$/hrs pour 2017-2018 et 245\$/hrs pour 2018-2019, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en octobre 2016 un contrat pour location d'un camion 6 roues (3 tonnes) avec opérateurs pour le déneigement pour une période de 3 ans pour un minimum garanti de 300 heures. Les coûts sont de 196.33\$/hrs, plus les taxes applicables, pour toute la durée du contrat.

La Municipalité a octroyé en décembre 2016 un contrat de location d'un chargeur frontal pour le déneigement et les travaux de voirie pour une période de 36 mois. Les coûts sont de 26 364 \$/an, plus les taxes applicables, pour un total de 79 092 \$, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en octobre 2018 un contrat de location d'un tracteur articulé pour le déneigement des trottoirs pour une période de 5 mois. Les coûts sont de 4 300 \$/mois, plus les taxes applicables, pour un total de 21 500 \$, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé un contrat d'enlèvement de la neige du chemin d'accès privé pour le poste de pompage d'eau brute en novembre 2017 pour une période de trois ans, soit de novembre 2017 à avril 2020 avec possibilité de renouvellement de 2 ans. Le montant total est de 14 280 \$, plus les taxes applicables, soit 4 500 \$ pour 2017-2018, 4 700 \$ pour 2018-2019 et 5 080 \$ pour 2019-2020, plus les taxes applicables.

Collecte des matières résiduelles:

La Municipalité a octroyé un contrat d'enlèvement et ramassage des ordures et recyclage du 1er mai 2013 au 30 avril 2016 au prix total de 1 070 799 \$, taxes incluses, montant excluant les 2 années optionnelles de renouvellement. Les deux années optionnelles 2016-2017 et 2017-2018 ont été utilisées et les coûts sont de 316 505.77\$ et 321 569.86 \$, plus les taxes applicables.

À l'échéance du contrat précédent, la Municipalité a octroyé en avril 2018 un contrat temporaire de trois (3) mois pour la collecte des matières résiduelles, soit du 1er mai 2018 au 31 juillet 2018. Le coût du contrat est de 86 975,00 \$, plus les taxes applicables.

À l'échéance du contrat précédent, la Municipalité a octroyé en juillet 2018 un contrat de collecte des matières résiduelles pour une période de cinq ans, soit d'août 2018 à juillet 2023. Les coûts annuels par type de collecte sont les suivants:

Ordures: 334 650\$, plus les taxes applicables, pour 2018-2019, 261 900\$/an, plus les taxes applicables, pour les 4 prochaines années, soit 2019-2020/2020-2021/2021-2022 et 2022/2023.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Recyclage: 194 000\$/an, plus les taxes applicables, pour les 5 prochaines années, soit 2018-2019/2019-2020/2020-2021/2021-2022 et 2022/2023.

Compostage: 126 000\$, plus les taxes applicables, pour 2019 (7 premiers mois) et 216 000\$/an, plus les taxes applicables, pour les 4 prochaines années, soit 2019-2020/2020-2021/2021-2022 et 2022/2023.

Sapin de Noel: 2 000\$, plus les taxes applicables, pour les 5 années, soit 2018-2019/2019-2020/2020-2021/2021-2022 et 2022/2023.

Résidus domestiques dangereux: 5 000\$, plus les taxes applicables, pour les 5 prochaines années, soit 2018-2019/2019-2020/2020-2021/2021-2022 et 2022/2023).

Une tarification selon le nombre de levée, la fréquence et le volume du conteneur a été établie pour les commerces.

Vidange de fosses septiques:

La Municipalité a octroyé en mars 2018, un contrat pour la vidange des fosses septiques pour une période de trois ans, soit 2018-2019 et 2020 avec possibilité de renouvellement de 2 ans. Les coûts annuels sont les suivants:

Fosses septiques et rétention: 141,75\$/fosse pour un total approximatif de 202 135,50 \$ pour 2018, 144,75 \$/fosse pour un total approximatif de 206 413,50 \$ pour 2019 et 147,75\$/fosse pour un total approximatif de 210 691,50 \$ pour 2020, plus les taxes applicables.

Poste de pompage: 15 \$/poste pour un total approximatif de 3 750 \$ pour 2018, 15 \$/poste pour un total approximatif de 3 750 \$ pour 2019 et 17 \$/poste pour un total approximatif de 4 250 \$ pour 2020, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en mars 2018 un contrat de location d'un véhicule léger pour le technicien du programme de vidange des fosses septiques pour une période de 6 mois. Les coûts sont de 743 \$/mois, plus les taxes applicables, pour un total de 4 458 \$, plus les taxes applicables.

Suivi environnemental des systèmes septiques avec traitement tertiaire comportant un rejet dans l'environnement:

La Municipalité a octroyé un contrat en octobre 2017 pour une période d'un an se terminant le 30 septembre 2018 pour un coût total de 16 700 \$, plus les taxes applicables. Ce contrat a été renouvelé au montant jusqu'au 30 septembre 2019.

Entretien du réseau de fibres optiques:

La Municipalité est liée pour une période de 20 ans dans un contrat d'entretien du réseau, au coût annuel de 1 880 \$(2005-2010), 2 069 \$(2010-2015), 2 275 \$(2015-2020) et 2 500 \$(2020-2025).

Contrôle animalier:

Une entente pour le contrôle animalier a été prise avec la SPCA en décembre 2017 pour une période d'un an, soit 2018 avec renouvellement automatique pour 2 années, soit 2019 et 2020. Le montant annuel pour 2018 est de 27 737,69\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Entretien terrains sportifs:

La Municipalité a octroyé en juin 2018 un contrat d'entretien des terrains sportifs pour une période de 3 ans, pour un montant total de 59 982 \$, plus les taxes applicables, soit 19 994 \$/année.

Support informatique:

La Municipalité a octroyé en janvier 2016 un contrat pour support et entretien informatique pour une période de 3 ans pour un total de 27 725 \$, plus les taxes applicables, soit 9 950 \$ en 2016, 8 975 \$ en 2017 et 8 800 \$ en 2018, plus les taxes applicables.

Lignage et marquage de rues:

La Municipalité a octroyé en juin 2016 un contrat de 3 ans pour lignage de rues, avec option de renouvellement de 2 ans pour un total de 99 456.30\$, plus les taxes applicables, soit 33 152.10 \$/an, plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en mai 2018 un contrat d'un an pour le marquage de lignes d'arrêt et centrale ainsi que divers pictogrammes pour un montant de 14 972,92 \$, plus les taxes applicables.

Entretien préventif des ascenseurs:

La Municipalité a octroyé en juin 2016 un contrat d'entretien préventif des ascenseurs pour une période de 3 ans, avec option de renouvellement de 2 ans, pour un total de 9 120 \$, plus les taxes applicables, soit 3 000 \$ en 2016-2017, 3 000 \$ en 2017-2018 et 3 120 \$ en 2018-2019, plus les taxes applicables.

Contrat opération et entretien usines:

La Municipalité a octroyé en juin 2017 un contrat 5 ans pour l'opération et l'entretien des usines de traitement des eaux usées et de l'eau potable pour un montant de 75 316\$, plus les taxes applicables, pour 2017-2018 et de 75 316 \$, plus l'inflation annuelle et les taxes applicables pour 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022.

Contrat échantillonnage eau potable édifices publics:

La Municipalité a octroyé en septembre 2017 un contrat pour l'échantillonnage de l'eau potable pour les 2 centres communautaires pour une période d'un an. Les coûts sont de 554,46 \$/mois, plus les taxes applicables, pour un total de 6 653,52 \$, plus les taxes applicables. Le contrat a été renouvelé en août 2018 aux mêmes condition pour une période d'un an.

Contrat balisage sentier communautaire:

La Municipalité a octroyé en novembre 2017 un contrat de 5 ans pour le balisage du sentier communautaire pour un montant total de 158 723,38 \$, plus les taxes applicables, soit 30 500,10 \$ pour 2017-2018, 31 110,03 \$ pour 2018-2019, 31 732,28 \$ pour 2019-2020, 32 366,87 pour 2020-2021 et 33 014,19 \$ pour 2021-2022, plus les taxes applicables.

En décembre 2018, un ajout au contrat précédent (balisage d'une distance additionnelle) a été octroyé pour un montant de 8 000 \$.

Contrat d'entretien du chiller Centre Meredith:

La Municipalité a octroyé en octobre 2018 un contrat d'un an pour l'entretien du chiller du Centre Meredith pour un montant de 8 800 \$, plus les taxes applicables.

Contrat de location d'imprimantes:

La Municipalité a octroyé en mars 2018 un contrat de location de 4 imprimantes avec

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

option d'achat pour une période de cinq ans. Le coût total de location annuel est de 4 312,92 \$, plus les taxes applicables.

19. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 839 886\$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 110 401\$ en 2019, 98 791\$ en 2020, 86 887\$ en 2021, 74 669\$ en 2022, 62 147\$ en 2023 et 406 991\$ de 2024 à 2037.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2018, les réclamations en instance contre la municipalité s'élevaient à 1 538 903 \$. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées ou couvert par les assureurs et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard, mise à part la somme de 165 749 \$ qui représente la somme des retenus de garantie en lien à des travaux visés par des réclamations en instance.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la municipalité pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

d) Autres

Contestation d'évaluation

La Commission de la Capital Nationale (CCN) a contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour l'exercice 2018 et la modification du statut d'immeuble non résidentiels (INR) de certaines de leurs propriétés. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la municipalité pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision de 50 % pour l'ensemble de leurs contestations d'évaluation et de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

modification de statut au montant de 300 904\$ a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la municipalité concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

21. Actifs éventuels

La Municipalité poursuit, en Cour supérieure, des entrepreneurs pour un montant de 439 113\$ pour problèmes d'étanchéité dans la construction d'étangs aérés d'assainissement des eaux. Une demande de prolongation de délai sera soumise le 10 juillet 2018. Les chances de succès de la Municipalité sont encore incertaines donc aucun montant n'a été comptabilisé aux états financiers pour cette somme.

La Municipalité a déposé une demande en justice contre un entrepreneur suite à l'effondrement d'une partie de mur d'un bâtiment municipal et d'un principal problème d'humidité excessive dans les salles de rangements. Il est à noter qu'une partie de la réclamation a été réunie avec le recours entrepris par l'assureur du Centre. Notre réclamation concernant l'effondrement du mur ne vise que la partie non couverte par l'assureur. Quant à l'autre partie de notre réclamation elle sera entendue séparément. Le montant de la réclamation est de 146 720.13\$ mais nous ne pouvons nous prononcer sur les chances de succès de la Municipalité donc aucun montant n'a été comptabilisé aux états financiers pour cette somme.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Paiements de transfert

La modification des méthodes comptables des paiements de transfert a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, les ajustements suivants :

.....Augmentation
.....(Diminution)
.....\$

État de la situation financière

Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises..... 3 006 397
Dette nette et excédent accumulé..... 3 006 397

État des résultats

Revenus - transferts - Fonctionnement.....(125 715)
Revenus - transferts - Investissement.....(857 577)
Excédent (déficit) de l'exercice.....(983 292)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice..... 3 989 689
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice..... 3 006 397

Renseignement complémentaire - Excédent de fonctionnement à des fins fiscales

Excédent (déficit) de l'exercice.....(983 292)
Revenus - transferts - Investissement.....(857 577)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Remboursement de la dette à long terme.....(125 715)

Revenus de services rendus

Lors de la vérification de fin d'année nous avons constaté qu'un compte à recevoir pour services rendus en 2017 avait été inscrit alors que le paiement avait été reçu en décembre 2017. Nous avons donc corrigé la situation ce qui a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, les ajustements suivants :

.....Augmentation
.....(Diminution)
.....\$

État de la situation financière

Débiteurs - organismes municipaux.....(13 035)
Dette nette et excédent accumulé.....(13 035)

État des résultats

Revenus - services rendus organismes municipaux.....(13 035)
Excédent (déficit) de l'exercice.....(13 035)

Immobilisations

Lors de la vérification de fin d'année nous avons constaté que des équipements de communications incendie avaient été achetés en 2017 par la MRC pour la municipalité mais qu'ils n'avaient jamais été comptabilisés aux états financiers car aucune information n'avait été reçu à cet effet. Nous avons donc corrigé la situation ce qui a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, les ajustements suivants :

.....Augmentation
.....(Diminution)
.....\$

État de la situation financière

Immobilisations.....71 321
Amortissement accumulé immobilisation.....7 132
Dette nette et excédent accumulé.....64 189

État des résultats

Charges sécurité publique.....7 132
Conciliation à des fins fiscales- amortissement.....7 132

Excédent d'investissement à des fins fiscales

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Immobilisations- acquisition.....71 321
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice.....(71 321)

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	Redressé note 22
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	12 684 699	12 758 978	12 758 978	11 840 731
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 184 092	1 217 796	1 217 796	1 058 908
Quotes-parts	3				
Transferts	4	533 651	367 851	367 851	442 776
Services rendus	5	1 303 500	1 079 743	1 079 743	1 340 298
Imposition de droits	6	1 246 800	1 171 798	1 171 798	1 275 624
Amendes et pénalités	7	81 050	74 959	74 959	80 588
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	232 000	221 411	221 411	229 912
Autres revenus	10	59 825	132 656	132 656	84 131
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	17 325 617	17 025 192	17 025 192	16 352 968
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15	2 477 480	545 137	545 137	418 118
Imposition de droits	16				
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	17				
Autres	18		14 011	14 011	202 059
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
	20	2 477 480	559 148	559 148	620 177
	21	19 803 097	17 584 340	17 584 340	16 973 145
Charges					
Administration générale	22	2 131 500	2 211 957	2 300 611	2 207 184
Sécurité publique	23	3 111 692	3 079 127	3 221 816	3 059 708
Transport	24	3 535 272	2 860 650	4 613 494	4 199 357
Hygiène du milieu	25	1 712 924	1 812 398	2 455 964	2 091 868
Santé et bien-être	26	43 192	26 000	26 000	
Aménagement, urbanisme et développement	27	865 908	753 216	758 869	787 680
Loisirs et culture	28	2 267 496	2 612 657	3 046 618	2 790 470
Réseau d'électricité	29				
Frais de financement	30	1 150 882	1 194 895	1 194 895	1 016 875
Effet net des opérations de restructuration	31				
Amortissement des immobilisations	32	2 693 858	3 067 367 (	3 067 367 (
	33	17 512 724	17 618 267	17 618 267	16 153 142
	34	2 290 373	(33 927)	(33 927)	820 003
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 290 373	(33 927)	820 003
Moins: revenus d'investissement	2 (	2 477 480 ) (	559 148 ) (	620 177)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(187 107)	(593 075)	199 826
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 693 858	3 067 367	2 735 964
Produit de cession	5	10 000	20 372	7 721
(Gain) perte sur cession	6		(20 372)	(7 721)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 703 858	3 067 367	2 735 964
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	3 000	3 860	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	3 500	(18 406)	8 321
	15	6 500	(14 546)	8 321
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	160 000	321 470	134 283
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 795 587 ) (	2 609 128 ) (	2 351 497)
	18	(2 635 587)	(2 287 658)	(2 217 214)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	240 473 ) (	128 714 ) (	90 467)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	228 000	375 486	269 056
Excédent de fonctionnement affecté	21	316 252	171 182	124 769
Réserves financières et fonds réservés	22	(193 730)	(171 919)	(139 456)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	2 287	(134 527)	(58 177)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	112 336	111 508	105 725
	26	187 107	876 671	632 796
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		283 596	832 622

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
		Réalisations	Réalisations Redressé note 22
Revenus d'investissement	1	559 148	620 177
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(97 685)	(30 832)
Sécurité publique	3	(44 810)	(93 452)
Transport	4	(2 319 881)	(5 966 584)
Hygiène du milieu	5	(1 337 996)	(377 843)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(128 792)	(860 819)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(3 929 164)	(7 329 530)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	(4 202)	(950)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 711 851	6 613 976
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	128 714	90 467
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	8 937	34 981
Excédent de fonctionnement affecté	16	9 877	76 422
Réserves financières et fonds réservés	17	295 132	122 696
	18	442 660	324 566
	19	(778 855)	(391 938)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(219 707)	228 239

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017 Redressé note 22
Rémunération	1	3 911 603	3 838 626	3 482 235
Charges sociales	2	755 775	685 315	632 055
Biens et services	3	5 681 578	5 456 879	4 927 198
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 032 882	1 059 011	900 843
D'autres organismes municipaux Du gouvernement du Québec et ses entreprises	5	70	879	24
D'autres tiers	6	105 796	109 901	109 003
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	12 136	25 104	7 005
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	3 089 155	3 169 155	3 154 188
Transferts	10			
Autres	11	5 000	3 884	41 695
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	205 791	188 382	121 364
Amortissement des immobilisations	14	2 683 858	3 067 367	2 735 964
Autres				
- Autres	15	29 080	13 764	33 511
-	16			8 057
-	17			
	18	17 512 724	17 618 267	16 153 142

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice	11
---	----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14

Excédent (déficit) de l'exercice

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire**Note sur les autres actifs****Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	535 160	934 375
Excédent de fonctionnement affecté	2	559 308	441 985
Réserves financières et fonds réservés	3	183 419	306 631
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5	(244 050)	(24 343)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	22 447 274	21 856 390
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	23 481 111	23 515 038
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	535 160	934 375
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	535 160	934 375
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Affectation année suivante	12	446 132	312 397
-	13		
- Surplus affecté auto assurance	14		6 200
-	15		
-	16		
- Surplus affecté - Mill	17	46 276	53 378
- Surplus affecté Patrick-Wright	18	62 134	70 010
- Surplus affecté Centre Village	19	4 766	
-	20		
	21	559 308	441 985
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	559 308	441 985
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	124 343	207 476
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	59 076	99 155
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	183 419	306 631
	48	183 419	306 631

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	
Autres	52 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	
	54 () ()	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	
Autres		
-	58 () ()	
-	59 () ()	
	60 () ()	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	
Autres		
-	66 () ()	
-	67 () ()	
	68 () ()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (652 874) (495 995)	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	
Autres		
- PPU	72 () (22 352)	
-	73 () ()	
	74 (652 874) (518 347)	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 652 874	518 347
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 652 874	518 347
	81 () ()	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Financement des investissements en cours**

Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(244 050)	(24 343)
	84	(244 050)	(24 343)

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs

Éléments d'actif

Immobilisations	85	61 416 623	60 554 826
Propriétés destinées à la revente	86	283 956	279 751
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	23 351	8 805
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	61 723 930	60 843 382
Ajustements aux éléments d'actif	91	27 550	27 550
	92	61 751 480	60 870 932

Éléments de passif correspondant

Dette à long terme	93	(43 556 573)	(43 624 240)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(499 440)	(465 699)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	4 098 933	4 557 053
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	652 874	518 347
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(39 304 206)	(39 014 539)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	()	(3)
	100	(39 304 206)	(39 014 542)
	101	22 447 274	21 856 390

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
--	---	------------------------------------

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
--	----	----

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 39

Description des régimes et autres renseignements

Depuis le 1er novembre 2017, les employés cotisent 5% de leur salaire à un régime de retraite simplifié et la municipalité cotise un montant équivalent dans le régime de retraite simplifié des employés.

Charge de l'exercice	2018	2017
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109 137 192	28 487
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	<u>112 137 192</u>	<u>28 487</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

Les employés ont cotisé durant les dix premier mois 5% de leur salaires à des REER et la municipalité a cotisé un montant équivalent dans le REER des employés. Ce régime a pris fin le 31 octobre 2017.

Charge de l'exercice	2018	2017
Cotisations de l'employeur	114	96 225

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	2018	2017
	115 6	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations des élus au RREM	116	6 261	2 053
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	21 101	10 529
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119	<u>21 101</u>	<u>10 529</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	8 053 402	8 067 237
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	2 758 976	2 301 251
Activités de fonctionnement	3	35 853	36 359
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	10 848 231	10 404 847
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	185 999	158 913
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12	229 694	183 401
Matières résiduelles	13	131 303	
Autres			
- Vidanges fosses septiques	14	439 460	293 164
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	37 581	36 946
Service de la dette	18	886 710	763 460
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	1 910 747	1 435 884
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	1 910 747	1 435 884
	27	12 758 978	11 840 731

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière 28		
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 29		
Taxes d'affaires 30		
Compensations pour les terres publiques 31		
32		
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux 33	14 587	9 887
Cégeps et universités 34		
Écoles primaires et secondaires 35	49 978	56 019
36	64 565	65 906
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière 37		
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 38		
Taxes d'affaires 39		
40		
41	64 565	65 906
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière 42	1 134 837	967 954
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 43	10 219	13 845
Taxes d'affaires 44		
45	1 145 056	981 799
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière 46		
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 47	8 175	11 203
48	8 175	11 203
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 49		
Autres 50		
51		
52	1 217 796	1 058 908

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	4 172	13 001
Sécurité civile	56		
Autres	57	6 856	2 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	15 898	13 039
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	58 525	150 782
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	75 786	78 110
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	122 139	100 824
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	15 000	7 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	52 629	59 807
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	16 846	15 713
Autres	89		2 500
Réseau d'électricité	90		
	91	367 851	442 776

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	470 137	411 666
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	75 000	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		6 452
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	545 137	418 118

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140		
TOTAL DES TRANSFERTS	141	912 988	860 894

1

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	142	166 909	295 140
Évaluation	143		
Autres	144	22 300	2 000
	145	189 209	297 140
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147	2 654	1 559
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	2 654	1 559
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151	13 243	65 446
Enlèvement de la neige	152	1 589	
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156	14 832	65 446
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	11 747	14 440
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	11 747	14 440
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173	368	
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177	368	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité			
	182		
	183	218 810	378 585

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	7 840	4 857
	187	7 840	4 857
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191	8 531	3 529
	192	8 531	3 529
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		350
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199	4 175	3 539
Autres	200		33
	201	4 175	3 922
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202	16 489	19 754
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206	6 030	
Matières recyclables	207	6 739	90
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	265	350
	212	29 523	20 194
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	222		
Bibliothèques	223		
Autres	224	810 864	929 211
	225	810 864	929 211
Réseau d'électricité			
	226		
	227	860 933	961 713
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 079 743	1 340 298

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	229	195 286	201 303
Droits de mutation immobilière	230	976 512	1 073 916
Droits sur les carrières et sablières	231		
Autres	232		405
	233	1 171 798	1 275 624
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	234	74 959	80 588
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	235		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	236	221 411	229 912
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	20 372	7 721
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242	3 115	8 168
Autres contributions	243	6 500	6 516
Redevances réglementaires	244		
Autres	245	116 680	263 785
	246	146 667	286 190
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	247		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
	Total		
Non audité			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	274 084		195 497
Greffé et application de la loi	130 637		183 571
Gestion financière et administrative	1 267 122	88 654	1 260 631
Évaluation	373 790		373 344
Gestion du personnel	182 068		185 765
Autres	(15 744)	(15 744)	8 376
-			
-			
8	2 211 957	88 654	2 207 184
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	2 090 160		1 958 410
Sécurité incendie	959 305	123 932	1 054 333
Sécurité civile	1 124	18 757	18 851
Autres	28 538	28 538	28 114
13	3 079 127	142 689	3 059 708
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	1 190 812	1 561 821	2 450 380
Enlèvement de la neige	1 476 344	190 700	1 537 482
Éclairage des rues	24 121	323	29 137
Circulation et stationnement	24 268	24 268	31 965
Transport collectif			
Transport en commun	145 105		150 393
Transport aérien			
Transport par eau			
Autres			
22	2 860 650	1 752 844	4 199 357

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2018		Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
Non audité		Total		
HYGIENE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	165 154	158 914	324 068
Réseau de distribution de l'eau potable	24	20 166	99 563	119 729
Traitement des eaux usées	25	156 782	247 331	404 113
Réseaux d'égout	26	77 422	132 984	210 406
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	381 506		381 506
Élimination	28	124 291		124 291
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	189 502	898	190 400
Tri et conditionnement	30			
Matières organiques				
Collecte et transport	31	139 387		139 387
Traitement	32			
Matériaux secs	33	8 450		8 450
Autres	34	24 831		24 831
Plan de gestion				
Autres	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37	100 112		100 112
Protection de l'environnement	38	144 100	3 876	147 976
Autres	39	280 695		280 695
	40	1 812 398	643 566	2 455 964
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	26 000		26 000
Sécurité du revenu	42			
Autres	43			
	44	26 000		26 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	671 822	5 653	677 475
Renovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46	319		319
Autres biens	47			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	81 075		81 075
Tourisme	49			
Autres	50			
Autres	51			
	52	753 216	5 653	758 869
				787 680

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
Non audité	Total		
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
53 Centres communautaires	597 936	95 247	693 183
54 Patinoires intérieures et extérieures	1 058 058	206 585	1 264 643
55 Piscines, plages et ports de plaisance			
56 Parcs et terrains de jeux	389 098	98 888	371 905
57 Parcs régionaux			
58 Expositions et foires	90 711		90 711
59 Autres	29 675	1 493	27 747
60	2 165 478	402 213	2 567 691
Activités culturelles			
61 Centres communautaires			
62 Bibliothèques	390 565	31 748	422 313
63 Patrimoine			
64 Musées et centres d'exposition	26 181		26 181
65 Autres ressources du patrimoine	30 433		30 433
66	447 179	31 748	478 927
67	2 612 657	433 961	3 046 618
68			2 790 470
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ			
FRAIS DE FINANCEMENT			
69 Dette à long terme			
70 Intérêts	1 055 770		1 055 770
71 Autres frais	114 021		114 021
72 Autres frais de financement			
73 Avantages sociaux futurs	25 104		25 104
74 Autres	1 194 895		1 194 895
75			7 005
			1 016 875
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
74			
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS			
75	3 067 367	(3 067 367)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Chelsea

Code géographique : 82025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		64 407
Usines de traitement de l'eau potable	2	611 421	102 798
Usines et bassins d'épuration	3	459 468	77 613
Conduites d'égout	4	80 013	63 195
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 779 391	5 528 994
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	8 457	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	67 432	
Autres infrastructures	11	528 831	736 627
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	101 398	23 914
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16	95 306	
Autres	17		446 876
Ameublement et équipement de bureau	18	67 770	28 351
Machinerie, outillage et équipement divers	19	129 677	256 755
Terrains	20		
Autres	21		
	22	3 929 164	7 329 530

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	43 743	
Autres infrastructures	27	2 384 111	6 265 621
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		64 407
Usines de traitement de l'eau potable	29	611 421	102 798
Usines et bassins d'épuration	30	459 468	77 613
Conduites d'égout	31	36 270	63 195
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	394 151	755 896
	34	3 929 164	7 329 530

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	123 388	3 520	13 732	113 176
Réserves financières et fonds réservés	3	99 155		40 079	59 076
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	17 856 280	352 453	537 558	17 671 175
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	21 454 063	2 677 348	2 017 758	22 113 653
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	39 532 886	3 033 321	2 609 127	39 957 080
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 557 053		458 120	4 098 933
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 557 053		458 120	4 098 933
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 557 053		458 120	4 098 933
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 557 053		458 120	4 098 933
	19	44 089 939	3 033 321	3 067 247	44 056 013
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	44 089 939	3 033 321	3 067 247	44 056 013

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	44 056 013
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	244 050
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	172 252
--	---	---------

Débiteurs	9	4 098 933
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres	13	
--------	----	--

-	14	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	40 028 878
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	40 028 878
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	1 681 951
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	41 710 829
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	41 710 829
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	367 695	373 344
Autres	3	231 461	295 020
Sécurité publique			
Police	4	2 052 579	1 921 464
Sécurité incendie	5	38 873	39 540
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	12 118	27 029
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	267 573	261 816
Cours d'eau	13	84 949	84 763
Protection de l'environnement	14	(8 775)	16 572
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	41 607	24 900
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	81 075	109 740
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité			
	24		
	25	3 169 155	3 154 188

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1	8 052	11 114
Charges sociales	2	1 098	1 515
Biens et services	3	3 920 014	7 271 127
Frais de financement	4		45 774
Autres	5		
	6	3 929 164	7 329 530

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	17,00	35,00	24 690,00	***	***	***
Professionnels	1,00	7,00	145,00	***	***	***
Cols blancs	18,00	35,00	24 217,00	***	***	***
Cols bleus	17,00	40,00	37 806,00	***	***	***
Policiers				***	***	***
Pompiers	1,50	45,00	14 540,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)				***	***	***
Élus	54,50		101 398,00	***	***	***
	7,00			174 697	39 021	213 718
	61,50			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
Réseau de distribution de l'eau potable	58 525				58 525
Traitement des eaux usées					
Réseaux d'égout	302 470	470 137	81 856		854 463
Autres	360 995	470 137	81 856		912 988

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1	103	175
Évaluation	2	95	173
Autres	3	22 837	1 977
	4	23 035	2 325
Sécurité publique			
Police	5	532	906
Sécurité incendie	6	19 448	18 880
Sécurité civile	7	5	9
Autres	8	7	13
	9	19 992	19 808
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	362 439	253 093
Enlèvement de la neige	11	1 179	2 137
Autres	12	5	28
Transport collectif	13	37	70
Autres	14		
	15	363 660	255 328
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	166 272	163 003
Réseau de distribution de l'eau potable	17	106 282	104 186
Traitement des eaux usées	18	155 240	150 884
Réseaux d'égout	19	176 722	164 981
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	129	196
Matières recyclables	21	48	72
Autres	22	44	9
Cours d'eau	23	25	40
Protection de l'environnement	24	38	85
Autres	25	71	103
	26	604 871	583 559
Santé et bien-être			
Logement social	27	7	
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	7	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	267	510
Rénovation urbaine	32		2
Promotion et développement économique	33	21	51
Autres	34		
	35	288	563
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	177 906	149 778
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	5 122	5 491
Autres	38	14	23
	39	183 042	155 292
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 194 895	1 016 875

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Caryl Green	75 635	16 595
Simon Joubarne	10 192	5 096
Pierre Guénard	10 192	5 096
Greg McGuire	10 192	5 096
Kay Kerman	10 192	5 096
Jean-Paul Leduc	12 952	6 476
Robin McNeill	10 192	5 096

Note

La rémunération de la mairesse Caryl Green comprend celle reçue de la municipalité et celle reçue de la MRC.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16 _____	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19 _____	\$
b) autres formes d'aide	20 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21 _____	
Facteur comparatif de 2018	22 _____	
Valeur uniformisée	23 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 25 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 26 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 27 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 28 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 29 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Chelsea

Code géographique : 82025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au secrétaire-trésorier de
la municipalité de Chelsea

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la municipalité de Chelsea (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Montebello,

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Permis de comptabilité publique no A114112

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2019-06-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	12 758 978
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	31 758
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	170 408
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	37 581
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>12 519 231</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 411 017 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 466 971 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 438 994 250</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Chelsea

Code géographique : 82025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 052 038
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	2 675 756
Activités de fonctionnement	3	44 009
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	11 771 803

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	227 799
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	314 648
Matières résiduelles	13	
Autres		
- Vidange fosses septiques	14	506 756
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	932 672
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 981 875
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 981 875
	27	13 753 678

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	8 636
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	45 096
	9	53 732

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	53 732

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 064 787
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	4 320
Taxes d'affaires	17	
	18	1 069 107

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	4 860
	21	4 860

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 127 699

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)	4	1 408 068 066 X 5	0,5818 /100\$ 6				8 192 140
Résiduelle (résidentielle et autres)	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles de 6 logements ou plus	10	57 888 734 X 11	0,8986 /100\$ 12				520 188
Immeubles non résidentiels	13	420 700 X 14	0,8986 /100\$ 15				3 780
Immeubles industriels							
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	594 000 X 23	0,5818 /100\$ 24				3 456
Total			25	27 (	28	332 474 29	9 052 038
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	1 466 971 500 X 31	0,1824 /100\$ 32				2 675 756
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	56 (	57	58	2 675 756

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets	
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
1	Activités de fonctionnement (taux unique)	1 466 971.500	X 2	0,0030 /100\$	3			44 009	
4	Activités de fonctionnement (taux variés)		X 5	/100\$	6				
7	Résiduelle (résidentielle et autres)		X 8	/100\$	9				
10	Immeubles de 6 logements ou plus		X 11	/100\$	12				
13	Immeubles non résidentiels		X 14	/100\$	15				
	Immeubles industriels								
	Terrains vagues desservis								
16	Immeubles non résidentiels		X 17	/100\$	18				
19	Autres		X 20	/100\$	21				
22	Immeubles agricoles		X 23	/100\$	24				
	Total				25	26 (27 (28) 29	44 009

Taxes spéciales									
30	Activités d'investissement (taux unique)		X 31	/100\$	32				
33	Activités d'investissement (taux variés)		X 34	/100\$	35				
36	Résiduelle (résidentielle et autres)		X 37	/100\$	38				
39	Immeubles de 6 logements ou plus		X 40	/100\$	41				
42	Immeubles non résidentiels		X 43	/100\$	44				
	Immeubles industriels								
	Terrains vagues desservis								
45	Immeubles non résidentiels		X 46	/100\$	47				
48	Autres		X 49	/100\$	50				
51	Immeubles agricoles		X 52	/100\$	53				
	Total				54	55 (56 (57) 58	
	Taxe d'affaires sur la valeur locative		X 60	%	61	62 (63 (64) 65	
	Valeur locative imposable					59			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	□ □ □ □ , □ □	\$
Égout	2	□ □ □ □ , □ □	\$
Eau et égout	3	□ □ □ □ , □ □	\$
Traitement des eaux usées	4	□ □ □ □ , □ □	\$
Matières résiduelles	5	□ □ □ □ , □ □	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		1	2	3	4	5	6	7	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
									Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels			Immeubles non résidentiels	Autres
Taxes sur la valeur foncière												
	Générales		627 514				4 943					6 980
	De secteur											
	Autres											
Taxes sur une autre base												
	Taxes, compensations et tarification											
	Service de la dette											
	Autres											
	Taxes d'affaires											
	Sur la valeur locative											
	Autres											
			627 514				4 943					6 980

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agricole	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9	11 132 366		11 771 803
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12	932 672		932 672
Autres	13	1 049 203		1 049 203
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16	13 114 241		13 753 678

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	1 143 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>19 141 850 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>2 799 842 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>1 090 718 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>250 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-18</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , John David McFaul , atteste que le rapport financier de Chelsea pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-06-04.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Chelsea.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Chelsea consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Chelsea détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-06-04 14:02:39

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Chelsea

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	17 325 617	17 025 192	16 352 968
Investissement	2	2 477 480	559 148	620 177
	3	19 803 097	17 584 340	16 973 145
Charges				
	4	17 512 724	17 618 267	16 153 142
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 290 373	(33 927)	820 003
Moins : revenus d'investissement	6	(2 477 480)	(559 148)	(620 177)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(187 107)	(593 075)	199 826
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	2 693 858	3 067 367	2 735 964
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	160 000	321 470	134 283
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 795 587)	(2 609 128)	(2 351 497)
Affectations				
Activités d'investissement	11	(240 473)	(128 714)	(90 467)
Excédent (déficit) accumulé	12	352 809	240 222	196 192
Autres éléments de conciliation	13	16 500	(14 546)	8 321
	14	187 107	876 671	632 796
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		283 596	832 622

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 873 268	2 000 814
Débiteurs	2	7 327 181	7 196 098
Placements de portefeuille	3	23 351	8 805
Autres	4		
	5	11 223 800	9 205 717
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dettes à long terme	7	43 556 573	43 624 240
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	6 235 095	3 243 952
	10	49 791 668	46 868 192
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(38 567 868)	(37 662 475)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	61 416 623	60 554 826
Autres	13	632 356	622 687
	14	62 048 979	61 177 513
Excédent (déficit) accumulé	15	23 481 111	23 515 038

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	535 160	934 375
Excédent de fonctionnement affecté			
- Affectation année suivante	17	446 132	312 397
-	18		
- Surplus affecté auto assurance	19		6 200
-	20		
-	21		
- Surplus affecté - Mill	22	46 276	53 378
- Surplus affecté Patrick-Wright	23	62 134	70 010
- Surplus affecté Centre Village	24	4 766	
-	25		
	26	559 308	441 985
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	183 419	306 631
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29 ()	(
Financement des investissements en cours	30	(244 050)	(24 343)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	22 447 274	21 856 390
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	23 481 111	23 515 038

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	40 028 878
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	41 710 829

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	172 252	222 543
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	22 113 653	21 454 063
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	17 671 175	17 856 280
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	4 098 933	4 557 053
Autres	8		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9		
	10	44 056 013	44 089 939

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	12 684 699	12 758 978	11 840 731
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 184 092	1 217 796	1 058 908
Quotes-parts	13			
Transferts	14	533 651	367 851	442 776
Services rendus	15	1 303 500	1 079 743	1 340 298
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 327 850	1 246 757	1 356 212
Autres	17	291 825	354 067	314 043
	18	17 325 617	17 025 192	16 352 968
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21	2 477 480	545 137	418 118
Autres	22		14 011	202 059
	23	2 477 480	559 148	620 177
	24	19 803 097	17 584 340	16 973 145

Extrait du rapport financier, page S16

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 2018**

	Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
		Total	
1 Administration générale	2 211 957	88 654	2 300 611
2 Sécurité publique			
3 Police	2 090 160		2 090 160
4 Sécurité incendie	959 305	123 932	1 083 237
5 Autres	29 662	18 757	48 419
6 Transport			
7 Réseau routier	2 715 545	1 752 844	4 468 389
8 Transport collectif	145 105		145 105
9 Autres			
10 Hygiène du milieu			
11 Eau et égout	419 524	638 792	1 058 316
Matières résiduelles	867 967	898	868 865
Autres	524 907	3 876	528 783
Santé et bien-être	26 000		26 000
Aménagement, urbanisme et développement			
12 Aménagement, urbanisme et zonage	671 822	5 653	677 475
13 Promotion et développement économique	81 075		81 075
14 Autres	319		319
15 Loisirs et culture	2 612 657	433 961	3 046 618
16 Réseau d'électricité			
17 Frais de financement	1 194 895		1 194 895
18 Effet net des opérations de restructuration			
19 Amortissement des immobilisations	14 550 900	3 067 367	17 618 267
20	3 067 367 (	3 067 367)	
21	17 618 267		17 618 267

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3